

Sciences po, nouveau paradis des « intersectionnels » et des indigénistes

Activisme. Dans la prestigieuse école, la gauche radicale fait sa loi.

PAR RACHEL BINHAS, AVEC CLÉMENT PÉTREAU

Se existe, xénophobe, raciste... autant de qualificatifs que s'est vu attribuer, le 23 avril, le philosophe Alain Finkielkraut par des étudiants de Sciences po. Sa faute ? Avoir accepté de s'exprimer, rue Saint-Guillaume, à Paris, à l'invitation de l'association étudiante souverainiste Critique de la raison européenne. Insupportable pour les militants du collectif Sciences po en lutte-Institut Clément-Méric (du nom d'un jeune militant d'extrême gauche décédé après une rixe qui l'opposait à des skinheads). Ils ont donc appelé à un rassemblement général devant l'établissement, bien décidés à empêcher la conférence de l'académicien. Après avoir tenté de délocaliser l'événement dans une autre école, les organisateurs de la conférence ont finalement réussi à la maintenir dans les murs de Sciences po, sous haute protection policière. Une polémique qui ne surprend pas l'essayiste : *« Un certain nombre de campus sont contaminés par l'idéologie décoloniale indigéniste, et Sciences po ne fait pas exception à la règle. »*

Sciences po en lutte-Institut Clément-Méric n'est pas le seul collectif à défendre cette idéologie. Dans les couloirs de l'école, on croise aussi des membres du syndicat Solidaires étudiant-e-s Sciences po, ou de L'intersection, groupe d'étudiants adeptes des réunions en non-mixité qui *« vise la promotion des approches et praxis féministes intersectionnelles et décoloniales et entend appuyer les intérêts des minorités ethnoraciales, sexuelles, de genre et religieuses, ainsi que ceux des groupes minorés en raison de leur situation économique, de leur sexe »*, précisent-ils sur leur site. Leur action au sein de l'établissement est diversement appréciée : *« Des membres de cette association se com-*

portent en petits censeurs. Ils s'agitent sur les notions qui leur semblent non conformes aux obsessions du moment, essentiellement sur les questions de classe, de genre ou de race... Ce n'est pas très sécurisant de faire cours dans ce genre d'ambiance », témoigne un intervenant, amené parfois à évoquer des thèmes clivants comme l'islam. *« Au final, j'ai tendance à leur mettre de meilleures notes pour acheter la paix sociale »*, concède-t-il.

« Hijab Day ». Ce qui paraissait, outre-Atlantique, exotique aux Français il y a une vingtaine d'années est désormais une réalité. Le politiquement correct qui s'est imposé depuis les années 1980 sur les campus américains tolère mal qu'on le remette en question. Il impose une division manichéenne de la vie publique entre les forces de « l'émancipation » et celles de « l'oppression ». Ces dernières ne devraient pas bénéficier du privilège de la liberté d'expression car elles en profiteraient pour imposer un discours offensant pour les minorités. Une nouvelle tendance notamment illustrée en 2016 à Sciences po Paris avec le « Hijab Day ». Pour sensibiliser au port du foulard, les étudiantes étaient invitées à se couvrir les cheveux durant une journée. Les organisateurs se sont inspirés du « World Hijab Day » instauré aux Etats-Unis. Une mobilisation qui coche toutes les cases : la promotion du foulard islamique se justifie au nom du féminisme intersectionnel et cherche à se donner un air de modernité en cédant à la manie de l'anglicisme...

Pour Marie-Françoise Bechtel, haut fonctionnaire et ex-membre du conseil d'administration de Sciences po, l'internationalisation de cette école a permis l'importation d'idées anglo-saxonnes : *« Le poids accordé à l'anglais est croissant. Cela ne poserait aucun problème s'il n'y avait pas, derrière l'anglais, une*

« Un certain nombre de campus sont contaminés par l'idéologie décoloniale indigéniste, et Sciences po ne fait pas exception à la règle. »

Alain Finkielkraut, pris à partie fin avril par un collectif antiraciste.



manière de réfléchir. En effet, toute langue est porteuse d'un système de pensée, le langage formate l'esprit.»

En 2018, la mobilisation contre la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) a mis en lumière ce qui ressemblait bel et bien à des contradictions chez ces étudiants militants. Que la machine à fabriquer les élites – par nature sélective – se soit lancée dans la dénonciation de la sélection à l'université n'a guère gêné les manifestants. Dans le communiqué « La place de Sciences po dans la lutte », les rédacteurs tentent – en écriture inclusive, bien sûr – de résoudre l'équation : « *Certain.e.s diront que nous n'avons pas notre mot à dire dans le mouvement actuel contre la sélection puisque notre école est par essence sélective : pourtant, nous avons décidé d'occuper Sciences po, en soutien aux étudiant.e.s en lutte, d'abord et parce que nous estimons que notre école sert de laboratoire aux politiques d'éducation néolibérales telles que celles orchestrées aujourd'hui par le gouvernement.* » Suit une présentation du système éducatif français conforme aux thèses racialistes en vogue dans les milieux sociologiques : « *La réalité, c'est que les dominants ne veulent des pauvres ni à Sciences po ni à l'université et que, sous prétexte d'encourager une*

Censeurs. Devant la faculté parisienne, le 18 avril 2018. Les élèves, par solidarité avec les étudiants opposés à la loi ORE – qui modifie les modalités d'accès à l'université –, se sont mobilisés par dizaines pour occuper le siège de Sciences po, rue Saint-Guillaume.

méritocratie à la française, leurs politiques se dressent comme autant de violences et d'obstacles économiques, sociaux, raciaux ou symboliques sur le parcours de l'accès aux études supérieures. » Même les admissions en conventions éducation prioritaire (ex-ZEP) ne trouvent pas grâce aux yeux des militants, les bénéficiaires étant « *confronté.e.s à une violence de classe et de race forte, reproduite tant par l'institution que par le corps enseignant et étudiant et contre laquelle rien n'est fait.* » Manière élégante d'accuser l'institution de racisme.

Rares sont ceux qui osent se désolidariser publiquement de ces courants. Etudiant à Sciences po et vice-président de Critique de la raison européenne, Etienne Champion observe les pressions insidieuses dont font l'objet ceux qui nagent à contre-courant. Défendant une grille d'analyse souverainiste, euro-sceptique et conservatrice, il sait qu'il se situe à l'opposé de la pensée standard de Sciences po : « *En sortant du sérail, on gagne un peu d'honneur, mais on perd aussi beaucoup. Si on veut avoir des amis, éviter une mauvaise réputation ou passer des concours, il vaut mieux s'adapter à la mentalité.* » Et d'ajouter : « *Sciences po est devenue la tour de Babel de l'idéologie diversitaire occidentale.* » ■

Même Jean Lassalle...

Aujourd'hui, l'idéologie diversitaire a réussi sa décentralisation. Dans les Sciences po du reste de la France – ex-IEP –, des associations veillent au grain. Ainsi, le député Jean Lassalle, jugé sexiste par certaines associations étudiantes, a été contraint d'annuler sa venue à Sciences po Bordeaux, Rennes et Lille. Pour Pierre Mathiot, directeur de Sciences po Lille, attaché

au débat, « *ces militants ne sont pas très nombreux, mais leur mobilisation est efficace. On se retrouve donc à devoir arbitrer des étudiants aux visions diamétralement opposées.* » Un exercice d'équilibriste pour la direction, qui répond favorablement à certaines revendications de minorités identitaires. L'année dernière, la Charte de l'égalité entre les genres a été adoptée,

avec le soutien de l'association Bon chic bon genre en faveur de la « *convergence entre les luttes LGBTQIA+ et féministes, dans une perspective intersectionnelle et inclusive.* » Dorénavant, Sciences po Lille s'engage à utiliser l'écriture inclusive, à favoriser la prise en compte des identités de genre multiples ou encore à autoriser le changement de prénom sur les documents internes ■